

<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1908>



Pour les Etats généraux de la Constituante en Essonne

- La démocratie : un enjeu - Qu'est-ce-que la souveraineté populaire ? -



Date de mise en ligne : dimanche 25 juillet 2021

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Bientôt 48 ans de néolibéralisme sur le monde.

Partout il a aggravé le sort des populations travailleuses. Partout il a laissé se développer une économie folle qui ne profite qu'aux classes les plus aisées et aux grandes entreprises. Les crises financières qui en résultent sont couvertes par les revenus des classes pauvres avec une effronterie terrifiante (privatisation des gains, socialisations des pertes). Partout, il brade les investissements que la population a réalisés par son travail. Il vend les biens nationaux à bas prix à ses amis oligarques. Il détruit les services publics en les cédant à des entreprises privées qui recherchent la rentabilité au détriment de la qualité de service. Partout, le capitalisme a laissé les inégalités se creuser de manière gigantesque, partout il s'est acharné à détruire les lois qui protégeaient les travailleurs contre les abus de l'exploitation entrepreneuriale. Toujours, ces destructions du tissu social sont présentées comme de progrès par une propagande mensongère permanente et un mépris total des classes populaires.

Aux revendications légitimes, les états répliquent par une violence déguisée en défense de la démocratie. Violence qui s'oppose à l'expression des revendications populaires et qu'ils ont eu l'occasion d'aggraver grandement en profitant de l'opportunité de la pandémie.

Leur objectif global est manifestement de priver la Population de toute forme de souveraineté. De créer une société où les classes soumises n'auront plus aucun droit, ne pourront plus revendiquer quoi que ce soit. Un système dans lequel l'oligarchie et ceux qui acceptent d'être à son service seront les seuls à décider de tout, à modeler nos vies dans leur seul intérêt.

De partout, dans notre pays, des mouvements nombreux s'activent à chercher des solutions pour combattre ce système pervers. Mais leur difficulté de s'organiser en réseau, à adopter des solutions communes, rend leurs louables efforts relativement vains.

Pourtant, nous savons, maintenant, que le système, n'est pas amendable, que quoi que nous fassions, l'oligarchie au pouvoir aura toujours et dans tous les domaines, la possibilité de nous contraindre avec violence. Tout est à leur disposition ; la finance, les forces de l'ordre, l'armée, la magistrature, la presse, et les médias, le commerce mondialisé qui écrase les petits commerçants locaux, l'Assemblée nationale que le système a mis à sa botte et même les élus locaux qui craignent pour leur situation, etc.

Et puis, ils possèdent une arme terrible. La numérisation de tous les processus administratifs ou commerciaux, qui, progressivement transforment l'assujéti en un exécutant auquel on a retiré tout pouvoir de s'exprimer et que la bureaucratie transforme en un objet mécanisé, provoquant, à la fois par la peur et l'encouragement à l'individualisme une société de plus en plus distendue où la fraternité disparaît au bénéfice du repli sur soi.

Que voulons-nous ?

Depuis trop d'années, nous nous sommes enfoncés dans un système où une oligarchie entretient une pseudo démocratie où, tout est verrouillée et où l'oligarchie détient, de fait, tous les pouvoirs favorisant les grandes fortunes et les multinationales aux dépens des classes modestes, travailleuses et créatrices.

Le Peuple veut et doit retrouver son entière souveraineté. L'article 3 de la déclaration des droits de l'homme le dit clairement : Art. 3. Le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu

ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Nous savons que cette obligation n'est pas respectée, que c'est l'oligarchie qui dirige et contrôle l'État. Nous savons aussi que ce qui est appelé « démocratie » n'est pas ce que la Constitution décrit, « le gouvernement du Peuple, par le Peuple, pour le Peuple ». Nous voyons bien que tout est organisé afin que les moyens d'existence soient arrachés au Peuple pour être mis à la disposition des classes très aisées et de celles et ceux qui acceptent de consolider leur prééminence.

Nous nous rendons bien compte que le système est verrouillé par l'État qui met tout en oeuvre pour que l'administration oblige la Nation d'accepter une dégradation progressive mais certaine de ses moyens d'existence. Les corps intermédiaires, partis politiques, syndicats, ont accepté de sauver leur existence en acceptant un compromis permanent avec le pouvoir, résistance illusoire qui ne fait que freiner très faiblement les processus de désocialisation de la Nation.

Nous savons, aussi que le système capitaliste mondial entraîne l'humanité vers une catastrophe écologique majeure. Mais nous voyons bien que les dominants auront les moyens de se prémunir contre les conséquences de la destruction de l'écosystème, alors qu'ils abandonneront les classes modestes.

Cette situation et l'avenir qu'elle nous promet sont totalement inacceptables

Les mouvements sociaux sont les seuls à pouvoir inverser la tendance en contestant par une pression de plus en plus forte le fonctionnement étatique et en le mettant ouvertement en cause.

Jamais les oligarques au pouvoir n'accepteront de réformer le capitalisme. Il est donc impératif de changer le système politique, financier, social en redonnant toute la souveraineté au Peuple.

Seul un évènement majeur est capable de produire l'opportunité qui permettra cette transformation profonde de la société. Nul ne peut présager de la date ou cet évènement arrivera. C'est l'Histoire qui en décidera.

Mais en attendant, nous ne devons pas attendre l'évènement sans rien faire. Ce d'autant que , si la population n'est pas prête à assurer sa responsabilité, l'action peut, très bien, être récupérée par la frange fasciste de la Nation.

Nous devons rapidement faire trois choses :

- ▶ Continuer de maintenir en l'augmentant, la pression contestataire. Cette pression doit s'attaquer à l'État par une désobéissance permanente, par autant de blocages de la société qu'il est possible. Elle doit être mobile, inattendue afin d'éviter au maximum la répression. Les Gilets Jaunes savent très bien faire cela. Cette pression doit être capable d'intégrer toutes les composantes de la contestation populaire. Sans effacer les différences mais en amalgamant tout ce qui conteste le système Il existe de multiples associations, mouvements groupements politiques qui sont ouvertement opposés au néolibéralisme et à ses conséquences que sont la misère sociale, les injustices, les contraintes par la bureaucratie, l'asservissement par la consommation effrénée et la destruction de la planète pour les « affaires » du capitalisme mondial. Tous ceux et celles qui sont sincèrement opposés à cela sont nos camarades et peuvent devenir nos frères et soeurs du combat pour le progrès social et la justice.
- ▶ Organiser un réseau maillé qui permette en cas de besoin de se mobiliser de manière sure et discrète. Ce réseau rassemblera ce qui est dispersé. Il sera organisé en noeuds locaux capables de communiquer facilement. Les noeuds seront maillés entre eux de manière à créer un réseau national capable de communiquer avec tous les territoires. On cherchera à éviter au maximum les réseaux sociaux qui offrent aux autorités trop d'occasions de

surveillance, voire de piratage. Nous nous inspirerons des réseaux de la Résistance qui, dans les années 40 communiquaient sans téléphone, sans internet?

- ▶ Si l'événement majeur se produit, il sera nécessaire d'être prêt. Les forces réactionnaires feront tout pour que l'explosion sociale se calme et pour la canaliser au mieux de leurs intérêts. Les extrémistes de la droite extrême en appelleront à un éventuel putsch militaire et la droite traditionnelle cherchera à calmer les populations par la consommation et les contraintes économiques. Ils chercheront à utiliser notre impréparation qui ouvrira la boîte de Pandore à nos différences et ils nous jetteront les uns contre les autres.

Notre stratégie est de leur refuser cette faille en construisant un recueil des attentes de la population, en collectant ce que nous appellerons « les cahiers d'exigence » dans tout le pays comme cela fut fait avant la Révolution française. Ces « cahiers d'exigence », une fois réalisés auront deux avantages :

- ▶ Dans le dialogue avec l'Etat, quelle que soit la situation, ils attestent que nous sommes détenteurs des revendications de la Population. Nul ne peut contester que ce qu'ils contiennent émane du Peuple de France et que les nier ou les ignorer est un refus évident de la démocratie. Ils constituent, de fait, une arme juridique qui donne un avantage certain au mouvement populaire. Ce mouvement est détenteur des attentes de la Nation, il est donc la plus pertinente expression démocratique.
- ▶ La rédaction de ces cahiers est un parfait exercice de formation citoyenne et de création d'un réseau à la fois local et national.

C'est pourquoi « l'Association Pour Une Constituante » propose d'organiser, avec tous, des conventions de rédaction de ces « cahiers d'exigence ». Elle l'a déjà réalisé dans plusieurs régions dont la Bretagne et l'Occitanie. Elle se propose d'organiser des réunions dans les départements de l'Ile de France. Elle s'appuie sur les bonnes volontés, Gilets jaunes et Comté National de Résistance et de Reconquête, mais aussi sur tous les militants qu'ils soient avec ou sans étiquette.

Nous cherchons à organiser une première réunion en Essonne au mois de septembre.

Gérard BERTRE juin21